

CLIMAT

Eclairages sur l'échec de Copenhague

La presse en a largement parlé: le sommet de Copenhague sur le climat a démontré l'inefficacité des gouvernements. Attachés à leurs privilèges, ils ont refusé de prendre en compte l'urgence climatique. A Genève, la «coordination climat et justice sociale» a invité Bernaditas Muller, négociatrice pour le G77 (groupe des pays en développement). Voici son analyse de l'échec.

Pour Bernaditas Muller, il est important de remettre quelques pendules à l'heure. Copenhague, malgré l'échec cuisant, n'est pas forcément la fin des négociations. Elle garde espoir. Ce sommet était une étape d'un long processus entamé en 1992 à Rio par la signature d'une Convention sur le climat. Depuis 15 ans, les États tentent de la mettre en oeuvre. Entre deux, il y a eu le Protocole de Kyoto qui a quantifié les engagements juridiques des pays industrialisés. Lors du sommet de Bali sur le climat, il y a deux ans, il s'agissait de préparer les ingrédients à la réussite du sommet de Copenhague. Selon la négociatrice du G77, c'est véritablement à ce moment que le processus a mal tourné.

Deux «agendas» parallèles

Les pays en voie de développement, qu'elle représente dans les négociations, avaient la ferme conviction que les pays industrialisés allaient enfin réagir et soutenir dans leurs efforts, comme cela avait été promis, les pays en développement qui avaient très peu contribué au changement climatique. Les lacunes accumulées depuis 15 ans ont alors éclaté au grand jour. La Convention signée à Rio est un équilibre d'obligations juridiques. Il s'agissait de garantir un certain nombre de financements et de transferts technologiques vers les pays en développement. Or les financements sont passés via la Banque mondiale

sous forme de prêts qui ont donc augmenté l'endettement de ces pays; ce qui bien sûr n'était pas prévu. Quant au transfert technologique encourageant les technologies propres il avoisine le niveau zéro. Les pays industrialisés avaient également comme obligation de rentrer dans un processus d'adaptation et d'atténuation les amenant à réduire notablement leur impact sur le climat. Mais rien n'a réellement été fait. Au contraire, les émissions ont augmenté. Quant aux pays en développement, leur obligation était de ne pas suivre le même chemin que les pays industrialisés et de s'efforcer ainsi à ne pas augmenter les impacts négatifs sur le climat.

Enjeux économiques supérieurs

Il va sans dire que ces négociations climatiques sont très largement influencées par des considérations économiques, financières et politiques. Pour les pays industrialisés, il s'agit de ne pas réduire leur croissance économique par des freins environnementaux. Les lobbys sont là pour y veiller. Un petit groupe de pays, dont l'Union européenne, ont donc négocié parallèlement et divisé les pays en développement.

Ils ont cherché à affaiblir ces pays en tentant de changer leurs négociateurs. Ce qui a été le cas pour Bernaditas Muller. Certains pays ont fait pression sur les

Philippines pour que le G77 change de négociatrice.

Ils ont également utilisé d'autres bases de négociation que celles prévues depuis 15 ans et n'ont pas intégré les autres pays dans leurs débats.



Bernaditas Muller, négociatrice pour le G77

Ils ont fait pression sur la Chine et l'Inde pour qu'ils réduisent dès à présent leur impact sur le climat. Il faut rappeler dans ce cadre que 30% des émissions de la Chine sont dus à son industrie d'exportation et à la délocalisation d'entreprises de chez nous qui produisent en Chine pour des questions de coûts.

Pourtant il est clair que l'équilibre ne peut se trouver que si chacun fait un effort. Les pays en développement seront prêts à rentrer dans la démarche environnementale globale que quand les

pays industrialisés démontreront qu'ils transformeront leurs engagements en des actes concrets. Certains pays du sud parlent de dette écologique du nord vis-à-vis du sud.

Le chaos à Copenhague

Bernaditas Muller ajoute que la Présidence danoise de la conférence de Copenhague a torpillé le processus multilatéral et intergouvernemental en imposant une négociation avec l'ensemble des pays... soit 192 au total. Or, tout le monde sait que c'est tout simplement irréaliste. Il aurait fallu constituer un plus petit groupe de négociation auquel chaque groupe de pays aurait envoyé un-e délégué-e légitime pour aller discuter en son nom puis rapporter à chaque fois l'évolution de la discussion. Or les pays industrialisés n'avaient absolument rien sur la table au début du sommet. A l'image de ce qui se passe régulièrement à l'OMC, ils se sont réunis en petit comité et ont posé une décision qui devait être acceptée ou refusée par l'assemblée des 192 pays en l'espace d'une heure. Mission impossible et purement anti-démocratique.

Bernaditas Muller, n'est pas prête à se décourager. Il faut poursuivre ce processus en faisant pression sur les pays industrialisés pour qu'ils tiennent leurs engagements. Pour le bien de tous.

Valentina Hemmeler Maïga